

Paris, le 24 septembre 2026

Journée d'action intersyndicale nationale le 29 septembre

Le 29 septembre, les syndicats de la Fonction publique appellent à manifester pour les salaires, les conditions de travail et les moyens des services publics.

Pour la CGT-État, les principaux mots d'ordre sont les suivants :

- **revaloriser les rémunérations des agents publics** : compte tenu du gel de la valeur du point d'indice, les rémunérations diminuent et le pouvoir d'achat s'érode au moment où les saignées dans les effectifs obligent à travailler toujours plus, dans des conditions de plus en plus dégradées ;
- **défendre et renforcer les services publics** : se soigner, se déplacer, faire garder ses enfants, aller à l'école gratuite, accompagner les aînés, faire respecter les droits, faire face au dérèglement climatique... En réduisant les moyens des services publics, les politiques d'austérité dégradent nos conditions de vie et affaiblissent les solidarités, à l'heure où des défis économiques, sociaux et sociétaux immenses impliquent au contraire leur renforcement.

Le personnel de l'Assemblée nationale est directement concerné : nous sommes toutes et tous des usagers des services publics ; toutes les régressions imposées aux autres agents publics nous sont appliquées, sans pour autant que nous bénéficions de la totalité de leurs droits.

À l'Assemblée nationale, plus particulièrement, **nous subissons des attaques sans précédents depuis plusieurs années, dont le seul objectif est la casse du statut et la régression des droits de tous**. Le maintien dans la précarité du personnel contractuel (inégalités des droits, inégalités salariales, recours massif à des CDD inférieurs à 3 ans...) contribue de manière décisive à cette entreprise de démolition.

Mais le personnel contractuel n'est pas responsable des économies faites sur son dos et les fonctionnaires n'ont pas à rougir d'un statut qui offre de justes compensations à leurs sujétions.

La « **réforme** » **des dispositifs de fin de carrière**, à côté de celle du Fonds de Sécurité sociale, s'inscrit dans cette logique de casse et permet aux Questeurs de faire d'une pierre deux coups : **supprimer ce qui équilibre le statut tout en n'ayant pas à tenir les promesses faites au personnel contractuel**.

Nous devrions toutes et tous être sous statut et avoir les mêmes droits ! **Nous devons en conséquence toutes et tous être solidaires et lutter ensemble**, aux côtés des autres agents publics !

**Save the
date !**

Le SPAN-CGT vous invitera en début de semaine prochaine à vous réunir en **assemblée générale du personnel** le **mercredi 30 septembre** pour décider ensemble des actions à mener.

**D'ici là, soyons
nombreux dans le
cortège parisien !**



mardi 29 septembre



à partir de 14 heures



République-Bastille-Nation
(ballon de l'UD-CGT Paris)